

ZOOMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



2012 : LE PRESCRIPTEUR ZRX ATTEINT DE NOUVELLES FRONTIÈRES

**RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE
AU 28 FÉVRIER 2013 ET AU 29 FÉVRIER 2012**

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)	
États consolidés de la situation financière	3
États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres	4
États consolidés intermédiaires du résultat net et global	5
Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires	7 - 27



**Aux actionnaires de
ZOOMMED INC.**

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés intermédiaires de ZoomMed Inc. pour les périodes closes le 28 février 2013 et le 29 février 2012 ainsi que toute l'information contenue dans ce rapport intermédiaire sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et sont appropriés aux activités de l'entreprise.

La société se conforme à sa convention d'inscription avec la Bourse de croissance TSX. La direction maintient un système de contrôles internes comptables et administratifs rigoureux afin d'établir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif est correctement comptabilisé et protégé.

Le conseil d'administration nomme chaque année un comité d'audit composé majoritairement d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de l'entreprise. Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction et les auditeurs indépendants pour vérifier l'exécution de leurs tâches et discuter de l'audit, des politiques comptables et des sujets financiers qui y sont reliés. Il discute aussi avec eux des résultats de leurs audits. Le comité d'audit révisé également les états financiers consolidés intermédiaires, de même que le rapport des auditeurs indépendants et il en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés intermédiaires, pour les périodes de neuf mois closes le 28 février 2013 et le 29 février 2012, n'ont pas fait l'objet d'un audit, ni d'une mission d'examen par un auditeur indépendant.

Le 19 avril 2013

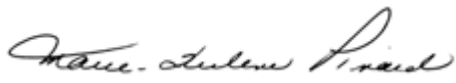



Yves Marmet,
Président et chef de la direction

**ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audités)
AU 28 FÉVRIER 2013 ET AU 31 MAI 2012**

	28 février 2013 (non audité)	31 mai 2012 (audité)
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	374 266	1 464 714
Débiteurs (Note 6)	60 641	458 346
Charges payées d'avance	41 960	23 949
	476 867	1 947 009
Actif non courant		
Immobilisations corporelles (Note 7)	123 285	219 897
Actifs incorporels (Note 8)	3 031 614	3 025 949
Participation dans une coentreprise (Note 9)	4 000	4 000
Total de l'actif	3 635 766	5 196 855
PASSIF		
Passif courant		
Créditeurs (Note 10)	463 952	695 043
Revenus reportés	1 338 011	2 165 272
Composante passif de la débenture convertible (Note 11 & 17)	1 418 048	-
	3 220 011	2 860 315
Passif non courant		
Revenus reportés	-	425 000
Avantages incitatifs liés aux baux	4 975	725
Composante passif de la débenture convertible (Note 11 & 17)	-	1 329 028
Total du passif	3 224 986	4 615 068
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (Note 14)	25 438 120	25 438 120
Composante capitaux propres de la débenture convertible (Note 11)	65 686	65 686
Bons de souscription (Note 16)	144 594	768 676
Surplus d'apport	6 311 935	5 580 613
Déficit	(31 549 555)	(31 271 308)
Total des capitaux propres	410 780	581 787
Total du passif et des capitaux propres	3 635 766	5 196 855

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

 Administratrice

 Administrateur

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

	Capital social	Composante capitaux propres de la débenture convertible	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 mai 2012	25 438 120	65 686	768 676	5 580 613	(31 271 308)	581 787
Perte nette	-	-	-	-	(278 247)	(278 247)
Options d'achat d'actions octroyées	-	-	-	107 240	-	107 240
Bons de souscription expirés	-	-	(624 082)	624 082	-	-
Solde au 28 février 2013	25 438 120	65 686	144 594	6 311 935	(31 549 555)	410 780
Solde au 31 mai 2011	25 438 120	-	768 676	5 350 723	(28 185 581)	3 371 938
Perte nette	-	-	-	-	(2 517 533)	(2 517 533)
Débenture convertible	-	65 686	-	-	-	65 686
Options d'achat d'actions octroyées	-	-	-	74 418	-	74 418
Solde au 29 février 2012	25 438 120	65 686	768 676	5 425 141	(30 703 114)	994 509



**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET ET GLOBAL (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

	28 février 2013 (3 mois) (non audité) \$	29 février 2012 (3 mois) (non audité) \$	28 février 2013 (9 mois) (non audité) \$	29 février 2012 (9 mois) (non audité) \$
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 055 584	581 257	3 378 985	1 848 127
FRAIS D'EXPLOITATION (Note 12)				
Frais de vente	194 907	327 271	566 419	990 455
Frais d'administration	343 266	448 080	1 047 519	1 243 769
Frais d'opération	227 837	341 335	654 262	1 041 618
Frais de développement	446 839	287 952	1 117 622	943 771
Frais financiers	94 732	83 437	271 410	146 047
	1 307 581	1 488 075	3 657 232	4 365 660
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS	(251 997)	(906 818)	(278 247)	(2 517 533)
IMPÔTS	-	-	-	-
PERTE NETTE ET RÉSULTAT GLOBAL	(251 997)	(906 818)	(278 247)	(2 517 533)
RÉSULTAT NET DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION	(0,002)	(0,007)	(0,002)	(0,019)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION	130 474 687	130 474 687	130 474 687	130 474 687

**TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

	28 février 2013 (3 mois) (non audité) \$	29 février 2012 (3 mois) (non audité) \$	28 février 2013 (9 mois) (non audité) \$	29 février 2012 (9 mois) (non audité) \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Perte nette	(251 997)	(906 818)	(278 247)	(2 517 533)
Amortissements	133 104	164 492	398 981	491 927
Intérêts sur débenture convertible	31 393	24 729	89 020	40 471
Rémunération à base d'action	-	-	107 240	74 418
Perte (Gain) sur cession d'immobilisations corporelles	433	402	(21 390)	(28 424)
Avantages incitatifs liés aux baux	(276)	(726)	4 250	(2 177)
	(87 343)	(717 921)	299 854	(1 941 318)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	21 947	1 509 308	(1 103 659)	363 781
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(65 396)	791 387	(803 805)	(1 577 537)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit net de l'émission d'une débenture Convertible	-	-	-	1 327 827
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	-	-	1 327 827
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(8 822)	(4 084)	(17 479)	(47 891)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	(322)	(526)	22 309	33 498
Acquisition d'actifs incorporels	(84 080)	(187 503)	(291 473)	(506 037)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(93 224)	(192 113)	(286 643)	(520 430)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE				
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	(158 620)	599 274	(1 090 448)	(770 140)
	532 886	328 610	1 464 714	1 698 024
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN				
	374 266	927 884	374 266	927 884

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent des intérêts versés pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 de 168 750 \$ (93 750 \$ en 2012) et de 56 250 \$ pour les périodes de trois mois correspondantes en 2013 et 2012. Aucun intérêt reçu n'a été enregistré pour les périodes de neuf mois closes le 28 février 2013 et le 29 février 2012.



NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités) POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tels que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication « e-Pic » de la société est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres.

De plus, la société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La société établit ses états financiers consolidés intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui s'appliquent à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire (« IAS 34 »). Ils ont été préparés suivant les mêmes méthodes comptables et le même mode de calcul employé lors de la préparation des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mai 2012. Les informations fournies ci-après s'ajoutent à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels en question. Certaines informations qui figurent normalement dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés annuels ont été résumées ou ne sont présentées qu'une fois l'an. Aussi les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mai 2012, qui ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires conformément à l'IAS 34 repose sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de la société dans un avenir prévisible, c'est-à-dire que celle-ci sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal de ses activités.

La continuité des activités de la société dépend de la capacité à rentabiliser ses activités et à obtenir du financement ou des fonds auto générés supplémentaires. Ces fonds proviendront de l'émission d'actions, soit par placement public, privé ou par des alliances stratégiques ou d'autres sources de financement. Il n'est pas possible de prédire à ce stade si ces éléments vont se matérialiser.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et des passifs au cas où la société serait incapable de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissent un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentent respectivement 584 198 \$, 648 624 \$ et 1 110 312 \$ des revenus totaux de la société pour la période de neuf mois close le 28 février 2013.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour d'autres bases d'évaluation, comme il est indiqué dans les notes concernées.

Consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de ZoomMed inc. et de ses filiales ZoomMed Médical inc., Praxis Santé inc., 9205-1051 Québec inc. et ZoomMed USA inc.

Constatation des revenus

En général, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la société et que le montant peut être établi de façon fiable. Les produits des activités ordinaires comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre de services rendus dans le cours normal des activités de la société. Les produits tirés de contrats annuels du réseau de communication e-Pic sont comptabilisés linéairement sur la durée des ententes. En vertu de ces contrats, les paiements reçus d'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés à l'état consolidé de la situation financière, et ensuite à titre de revenus d'opération au fur et à mesure que le service est rendu.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'exercice selon la méthode du taux effectif.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après.

Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leur caractéristique et de leur désignation par la société. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Tous les actifs financiers, sauf ceux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, sont soumis à un test de dépréciation annuel et dévalués lorsqu'il y a une indication de perte de valeur. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur et elle est inscrite dans l'état consolidé du résultat net et global.

Le classement et l'évaluation des instruments financiers de la société sont effectués de la façon suivante :

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net – Tous les instruments inclus dans cette catégorie répondent à la définition d'actifs financiers détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont des instruments qui sont détenus dans le but de les revendre à court terme. Les instruments classés dans cette catégorie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Ils sont évalués initialement et subséquemment à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net global dans les produits financiers ou les charges financières, et ce, dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés en résultat.

Prêts et créances – Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La société inclut dans cette catégorie les comptes clients.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Autres passifs – Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts liés à la transaction sont déduits de cette juste valeur. Par la suite, les autres passifs sont évalués au coût amorti. La société inclut dans cette catégorie les comptes fournisseurs ainsi que la composante passif de la débenture convertible.

Instruments composés – Les composantes des instruments composés émis par la société sont classées séparément comme passifs financiers et capitaux propres selon la substance de l'entente contractuelle. À la date d'émission, la juste valeur de la composante passif est évaluée en appliquant le taux d'intérêt du marché alors en vigueur pour un instrument convertible similaire. Ce montant est comptabilisé comme passif au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à son extinction au moment de la conversion ou à la date d'échéance de l'instrument. La composante capitaux propres est déterminée en déduisant le montant de la composante passif de la juste valeur totale de l'instrument composé. Ce montant est comptabilisé dans les capitaux propres, déduction faite de l'incidence fiscale, et n'est pas réévalué par la suite. Les coûts de transaction liés à l'émission de la débenture convertible sont répartis aux composantes passif et capitaux propres proportionnellement aux valeurs comptables initiales. Les coûts de transaction liés à la composante de capitaux propres sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les coûts de transaction liés à la composante passif sont inclus dans la valeur comptable de la composante passif et sont amortis sur la durée de vie de la débenture selon la méthode de l'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires, des placements à court terme liquides dont l'échéance est de moins de 3 mois et du découvert bancaire, s'il y a lieu, qui sont classés dans la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net.

Participation dans une coentreprise

La société contrôle conjointement une entité distincte lorsqu'elle détient une participation lui donnant droit de participer aux décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'entité, mais que ces décisions imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

La société comptabilise sa participation dans une entité contrôlée conjointement en utilisant la méthode de la mise en équivalence. La méthode de la mise en équivalence est une méthode comptable selon laquelle la participation est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entreprise détenue.

La quote-part dans le résultat net de l'entreprise détenue est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net et global.

Les profits et pertes non réalisés, résultant des transactions entre la société et ses entités contrôlées conjointement, sont éliminés à hauteur de la participation de la société dans la coentreprise.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût, incluant les frais d'acquisition, tous les frais attribuables directement à la préparation de l'actif avant de pouvoir être utilisé, moins les crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement y afférents. Suite à la mesure initiale, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et la dépréciation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des actifs, tel qu'il est décrit ci-après :

	Méthode	Période
Mobilier	Linéaire	5 ans
Équipements informatiques	Linéaire	3 ans
Équipements de déploiement	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

La société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en des parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans les autres profits et pertes dans l'état consolidé du résultat net et global.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels de la société comprennent le site Web, les propriétés intellectuelles, les licences et droits d'utilisation, les frais de développement et les logiciels à durée d'utilité déterminée. Ces actifs sont immobilisés et amortis dans l'état consolidé du résultat net et global selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité attendue de la façon suivante :

	Période
Site Web	3 ans
Logiciels	2 ans
Propriétés intellectuelles	10 ans
Licences et droits d'utilisation	3 ans
Frais de développement	3 ans

Les dépenses liées aux activités de développement qui ne satisfont pas aux conditions reconnues justifiant le report ainsi que les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement qui satisfont aux conditions reconnues justifiant le report sont inscrits à l'actif et amortis par voie d'imputation au résultat sur la période de réalisation des avantages estimés.

La propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date de commercialisation du produit, soit en novembre 2006. La propriété intellectuelle de PraxisLab est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date d'acquisition.

Les frais de développement du Prescripteur ZRx, composés du développement du réseau de communication e-Pic et des nouvelles fonctionnalités qui s'ajoutent en fonction des avantages économiques futurs, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la mise en opération. Les frais de développement de PraxisLab seront amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la date de commercialisation.

Crédits d'impôt pour la recherche et le développement.

La société a droit à des crédits d'impôt pour la recherche et le développement scientifique. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des charges ou des dépenses en immobilisations correspondantes dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées, pourvu qu'il existe une assurance raisonnable que les crédits d'impôt seront obtenus.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non courants ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de recouvrabilité à chaque année. Les actifs non courants ayant une durée d'utilité déterminée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La direction doit estimer, à la date de clôture, s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur comptable et une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de la comptabilisation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés selon le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie distinctes ou unités génératrices de trésorerie (UGT). Lors du calcul de la valeur d'utilité d'un actif ou d'un UGT, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à la valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôts qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Les actifs non courants à durée d'utilité déterminée qui ont subi une perte de valeur sont analysés aux fins d'une éventuelle reprise s'il y a eu un changement, depuis le dernier test de dépréciation, dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ayant subi la perte de valeur. Toutefois, la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur précédente, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur initiale n'avait été comptabilisée pour cet actif.

Avantages incitatifs liés aux baux

Les avantages incitatifs liés aux baux sont constitués de l'écart entre la dépense de loyer répartie selon une formule systématique sur la durée du bail et le loyer minimal exigible, compte tenu d'avantages incitatifs.

Contrats de location simple

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre d'un contrat de location simple (moins les avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net et global sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat.

Capitaux propres

Les actions ordinaires sont classées à titre de capital social présenté dans les capitaux propres à la valeur à laquelle elles ont été émises. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres (à titre d'augmentation du déficit), déduction faite de toute incidence fiscale. Les transactions avec actionnaires sont présentées séparément dans les capitaux propres.

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur l'état de la situation financière. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont calculés selon les taux d'imposition dont on attend l'application au cours de l'exercice où l'actif s'est matérialisé ou le passif est réglé en se fondant sur les taux d'imposition (et les réglementations fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation. Une provision pour moins-value est comptabilisée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas.

Avantages du personnel

Les salaires, les cotisations aux régimes de retraite gouvernementale, les congés payés et les congés de maladie, les primes et les avantages non monétaires sont des avantages à court terme et ils sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les salariés de la société ont rendus les services associés.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Rémunération à base d'actions

La société offre un régime de rémunération à base d'actions. La société applique la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les options d'achat d'actions octroyées à ses dirigeants, administrateurs, employés et consultants. La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black & Scholes, et les charges de rémunération à base d'actions sont constatées à l'état consolidé du résultat net et global à la date d'attribution et sont portées au crédit du surplus d'apport.

Toute contrepartie reçue par la société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital social et la composante du surplus d'apport de la rémunération à base d'actions est transférée au capital social lors de l'émission des actions.

Conversion des comptes exprimés en devises

Monnaie de présentation et conversion des opérations en monnaies étrangères – Le dollar canadien est la monnaie de présentation de la société ainsi que la monnaie fonctionnelle de la société.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties à la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont reconvertis en monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à cette date. Toutes les différences sont comptabilisées en résultat net, à l'exception des éléments monétaires faisant partie de l'investissement net dans un établissement à l'étranger.

Établissements à l'étranger – Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions. La composante capitaux propres est convertie au taux d'origine en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la sortie de l'investissement net, où ils seront reclassés en résultat net. Depuis la date de transition, aucune différence de la sorte n'a été comptabilisée dans les écarts de conversion au titre des établissements à l'étranger.

Résultat net de base et dilué par action

Le résultat net de base et dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription en vue de calculer le résultat dilué par action. Selon cette méthode, le résultat net dilué par action doit être calculé selon la méthode du rachat d'actions, en présumant que tous les équivalents aux actions ordinaires ont été exercés au début de la période de déclaration ou de la période d'émission, selon le cas, et que les fonds en découlant ont été utilisés pour acheter des actions ordinaires de la société à la valeur moyenne à la cote des actions ordinaires au cours de la période.

Lorsque les fonds sont recueillis à la date d'émission des instruments dilutifs, le résultat net est retraité du montant net d'impôts des frais financiers relatifs à ces instruments.

La conversion de la débenture convertible en actions ordinaires est anti-dilutive pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 et pour la période de neuf mois close le 29 février 2012. Elle n'a donc pas été incluse au calcul du résultat dilutif par action.

Le résultat net dilué par action est identique au résultat net de base par action en raison de l'effet antidilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la société subit des pertes.

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux. La norme IAS 27 révisée demeure une norme portant exclusivement sur les états financiers individuels et ses dispositions sont inchangées.

Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

Ces normes entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. Jusqu'à présent, la société a évalué que les IFRS 10, 11 et 12 n'auront aucune incidence significative sur ses états financiers consolidés.

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés intermédiaires donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (SUITE)

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

6. DÉBITEURS

	28 février 2013	31 mai 2012
	\$	\$
Comptes clients	59 173	229 583
Comptes clients – Coentreprise ⁽¹⁾	1 468	103 763
Crédits d'impôt à la recherche et au développement ⁽²⁾	-	125 000
	60 641	458 346

⁽¹⁾ La coentreprise (note 9) s'est engagée à verser 1 436 020 \$ répartis sur 14 mois pour le développement d'un système en soins de santé comportementale.

⁽²⁾ Le montant réel qui sera alloué sera connu une fois que la réclamation sera approuvée par l'Agence du Revenu du Québec. Il est donc possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé aux livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier	Équipements informatiques	Équipements de déploiement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 31 mai 2012	149 698	210 358	1 702 018	61 586	2 123 660
Acquisitions	1 095	9 114	7 270	-	17 479
Cessions	-	(7 348)	(123 117)	-	(130 465)
Solde au 28 février 2013	150 793	212 124	1 586 171	61 586	2 010 674
Amortissement cumulé					
Solde au 31 mai 2012	142 030	185 590	1 515 564	60 579	1 903 763
Amortissements	3 651	12 065	96 450	1 007	113 173
Cessions	-	(7 283)	(122 264)	-	(129 547)
Solde au 28 février 2013	145 681	190 372	1 489 750	61 586	1 887 389
Valeur nette comptable au 28 février 2013	5 112	21 752	96 421	-	123 285
	Mobilier	Équipements informatiques	Équipements de déploiement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 31 mai 2011	148 038	230 538	1 776 721	61 586	2 216 883
Acquisitions	1 660	7 043	46 462	-	55 165
Cessions	-	(27 223)	(121 165)	-	(148 388)
Solde au 31 mai 2012	149 698	210 358	1 702 018	61 586	2 123 660
Amortissement cumulé					
Solde au 31 mai 2011	127 541	186 179	1 404 570	57 558	1 775 848
Amortissements	14 489	22 960	224 052	3 021	264 522
Cessions	-	(23 549)	(113 058)	-	(136 607)
Solde au 31 mai 2012	142 030	185 590	1 515 564	60 579	1 903 763
Valeur nette comptable au 31 mai 2012	7 668	24 768	186 454	1 007	219 897



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

8. ACTIFS INCORPORELS

	Site Web	Logiciels	Licences et droits d'utilisation	Propriétés intellectuelles	Frais de développement ^{(1) (2)}	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 693 893	6 317 151
Acquisitions	-	-	-	-	291 473	291 473
Solde au 28 février 2013	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 985 366	6 608 624
Amortissement cumulé						
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	1 385 139	1 700 541	3 291 202
Amortissements	-	-	-	256 330	29 478	285 808
Solde au 28 février 2013	26 200	4 322	175 000	1 641 469	1 730 019	3 577 010
Valeur nette comptable au 28 février 2013						
	-	-	-	1 776 267	1 255 347	3 031 614
Coût						
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 221 607	5 844 865
Acquisitions	-	-	-	-	619 789	619 789
Crédits R&D	-	-	-	-	(147 503)	(147 503)
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 693 893	6 317 151
Amortissement cumulé						
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	1 043 365	1 651 092	2 899 979
Amortissements	-	-	-	341 774	49 449	391 223
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	1 385 139	1 700 541	3 291 202
Valeur nette comptable au 31 mai 2012						
	-	-	-	2 032 597	993 352	3 025 949

(1) Au cours de l'exercice 2012, 147 503 \$ de crédits d'impôt ont été portés en réduction du coût des frais de développement.

(2) Les frais de développement de 2 693 893 \$ incluent un montant de 193 069 \$ liées aux frais de développement de PraxisLab provenant d'acquisition d'entreprises dont la valeur nette comptable correspondante est toujours de 193 069 \$ au 28 février 2013.

9. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE

Depuis le 29 mai 2012, la société détient 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR Inc. qui a été mise sur pied pour mettre en application et commercialiser, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Il s'agira d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

9. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE (SUITE)

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR sont les suivants :

	28 février 2013	31 mai 2012
	\$	\$
Actif courant	4 000	4 000
Actif non courant	485 630	41 505
Total de l'actif	489 630	45 505
Passif courant	485 630	41 505
Passif non courant	-	-
Total du passif	-	41 505
Actif net	4 000	4 000
Total des produits	-	-
Total des charges	-	-
Total du résultat de la période	-	-
Participation dans une coentreprise	4 000	4 000

10. CRÉDITEURS

	28 février 2013	31 mai 2012
	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	183 266	220 856
Salaires et déductions à la source	276 841	341 559
Taxes de vente	3 845	132 628
Total	463 952	695 043

11. DÉBENTURE CONVERTIBLE

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant principal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

11. DÉBENTURE CONVERTIBLE (SUITE)

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797) \$
Juste valeur de la composante capitaux propres	74 203 \$

Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 163 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 686 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêts sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 28 février 2013 de 1 418 048 \$ (1 329 028 \$ au 31 mai 2012) représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date.

12. INFORMATIONS SUR LES FRAIS D'EXPLOITATION

	28 février 2013 (3 mois) \$	29 février 2012 (3 mois) \$	28 février 2013 (9 mois) \$	29 février 2012 (9 mois) \$
a) Frais de vente :				
Frais de vente	68 460	162 997	209 231	545 111
Salaires et charges sociales	125 343	162 183	354 084	439 180
Amortissement des immobilisations corporelles	1 104	2 091	3 104	6 164
	194 907	327 271	566 419	990 455
b) Frais d'administration :				
Frais d'administration	180 361	272 341	510 243	665 621
Rémunération à base d'action	-	-	107 240	74 418
Salaires et charges sociales	160 702	171 881	422 626	492 090
Amortissement des immobilisations corporelles	2 203	3 858	7 410	11 640
	343 266	448 080	1 047 519	1 243 769
c) Frais d'opération :				
Frais d'opération	19 270	20 088	58 369	74 568
Salaires et charges sociales	175 148	262 785	496 338	793 057
Amortissement des immobilisations corporelles	33 419	58 462	99 555	173 993
	227 837	341 335	654 262	1 041 618

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

12. INFORMATIONS SUR LES FRAIS D'EXPLOITATION (SUITE)

	28 février 2013 (3 mois)	29 février 2012 (3 mois)	28 février 2013 (9 mois)	29 février 2012 (9 mois)
	\$	\$	\$	\$
d) Frais de développement :				
Frais de développement	87 064	11 761	162 532	58 793
Salaires et charges sociales	263 396	176 109	666 178	584 848
Amortissement des immobilisations corporelles	1 104	2 091	3 104	6 164
Amortissement des actifs incorporels	95 275	97 991	285 808	293 966
	446 839	287 952	1 117 622	943 771
e) Frais financiers :				
Intérêts et frais bancaires	7 090	2 459	13 640	11 827
Intérêts sur débenture convertible	87 642	80 978	257 770	134 220
	94 732	83 437	271 410	146 047

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 28 février 2013, le solde des engagements contractuels en vertu de baux et de contrats de location-exploitation s'établit à 612 869 \$.

Les loyers minimaux pour les cinq prochaines périodes de douze mois sont les suivants :

	2014	2015	2016	2017	2018
	\$	\$	\$	\$	\$
Loyer – Siège Social	124 698	124 815	21 015	-	-
Loyer – Toronto	65 242	65 242	66 278	67 318	33 657
Imprimantes multifonctions	10 495	10 495	10 495	10 495	2 624
	200 435	200 552	97 788	77 813	36 281

14. CAPITAL SOCIAL

a) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes, participantes et sans valeur nominale.

b) Déclaré

	28 février 2013	31 mai 2012
	\$	\$
130 474 687 actions ordinaires au 28 février 2013 et au 31 mai 2012	25 438 120	25 438 120

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

14. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

c) Transaction de la période close le 28 février 2013

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2013.

d) Transaction de l'exercice 2012

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012.

e) Détail du capital social

	Nombre	Déclaré \$
Solde au 28 février 2013 et au 31 mai 2012	130 474 687	25 438 120

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 23 novembre 2012. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 et l'exercice clos le 31 mai 2012 :

	Options	Prix de levée moyen pondéré \$
Solde au 31 mai 2011	10 194 000	0,29
Octroyées	4 740 000	0,15
Annulées	(5 681 500)	0,36
Solde au 31 mai 2012	9 252 500	0,18
Octroyées	3 830 000	0,10
Annulées	(317 500)	0,17
Solde au 28 février 2013	12 765 000	0,15

Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 et l'exercice clos le 31 mai 2012 :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSÉS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

a) Au 28 février 2013

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
2 090 000	8	0,20	0,10	2 090 000	0,20
100 000	18	0,32	0,14	100 000	0,32
2 315 000	34	0,20	0,12	2 315 000	0,20
35 000	34	0,20	0,12	35 000	0,20
4 395 000	45	0,15	0,05	4 395 000	0,15
3 830 000	53	0,10	0,03	3 830 000	0,10
12 765 000	39	0,15	0,06	12 765 000	0,15

Transaction pour la période de neuf mois close le 28 février 2013

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2013 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

28 février 2013

Date	20 juillet 2012
Quantité	3 830 000
Valeur de l'action	0,045 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	100 %
Taux d'intérêt sans risque	1,15 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge de 107 240 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2013.

b) Au 31 mai 2012

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
2 205 000	17	0,20	0,10	2 205 000	0,20
100 000	27	0,32	0,14	100 000	0,32
2 382 500	43	0,20	0,12	2 382 500	0,20
35 000	43	0,20	0,12	35 000	0,20
4 530 000	54	0,15	0,05	4 530 000	0,15
9 252 500	42	0,18	0,08	9 252 500	0,18

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOS LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2012

En novembre 2011, la société a octroyé 4 740 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 4 740 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,15 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mai 2012
Date	30 novembre 2011
Quantité	4 740 000
Valeur de l'action	0,075 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	100 %
Taux d'intérêt sans risque	1,46 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge de 229 890 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012.

16. BONS DE SOUSCRIPTION

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation des bons de souscription pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 et l'exercice clos le 31 mai 2012:

	Bons	Prix de levée moyen pondéré	Valeur
		\$	\$
Solde au 31 mai 2011	8 711 768	0,17	768 676
Bons de souscription octroyés aux détenteurs de la débiture	10 000 000	0,15	-
Solde au 31 mai 2012	18 711 768	0,16	768 676
Bons de souscription expirés	(6 941 961)	0,17	(624 082)
Solde au 28 février 2013	11 769 807	0,16	144 594

a) Transaction de la période de neuf mois close le 28 février 2013

Le 8 février 2013, 6 941 961 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,17 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 624 082 \$, a été transférée au surplus d'apport.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

16. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour comptes en circulation au 28 février 2013 :

Bons en circulation			
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée
		\$	\$
1 638 710	1	0,17	0,08
131 097	1	0,17	0,08
10 000 000	7	0,15	-
11 769 807	6	0,15	0,01

La juste valeur des bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour comptes en circulation a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Au 28 février 2013		
Date	28 mars 2011	28 mars 2011
Quantité	1 638 710	131 097
Valeur de l'action	0,17 \$	0,17 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant
Volatilité prévue	90 %	90 %
Taux d'intérêt sans risque	1,75 %	1,75 %
Durée prévue	24 mois	24 mois

b) Transaction de l'exercice 2012

Le 30 septembre 2011, dans le cadre de la débenture convertible, la société a émis 10 000 000 bons de souscription. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour compte en circulation au 31 mai 2012 :

Bons en circulation			
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée
		\$	
6 427 742	9	0,17	0,09
514 219	9	0,17	0,08
1 638 710	10	0,17	0,09
131 097	10	0,17	0,08
10 000 000	16	0,15	-
18 711 768	13	0,16	0,04



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audités)
POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET NEUF MOIS CLOSES LE 28 FÉVRIER 2013 ET LE 29 FÉVRIER 2012**

16. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

	31 mai 2012			
Date	28 mars 2011	28 mars 2011	9 février 2011	9 février 2011
Quantité	1 638 710	131 097	6 427 742	514 219
Valeur de l'action	0,17 \$	0,17 \$	0,18 \$	0,18 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant	Néant	Néant
Volatilité prévue	90 %	90 %	90 %	90 %
Taux d'intérêt sans risque	1,75 %	1,75 %	1,87 %	1,87 %
Durée prévue	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois

17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	28 février 2013		31 mai 2012	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	374 266	374 266	1 464 714	1 464 714
Prêts et créances	60 641	60 641	333 346	333 346
Passifs financiers				
Autres passifs	91 716	91 716	94 725	94 725
Débeture convertible	1 475 929	1 418 048	1 447 981	1 329 028

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 28 février 2013 et au 31 mai 2012, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

18. RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication e-Pic.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

18. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

19. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la société a pour objectif, depuis le début de ses opérations, la continuité de son exploitation afin de poursuivre le développement et la commercialisation du Prescripteur ZRx, de PraxisLab et de son réseau de communication e-Pic, de protéger ses actifs, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires. La société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital. Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société a plusieurs possibilités, détaillées à la note 18.

La société définit son capital comme étant le total des capitaux propres et des dettes à long terme. Les capitaux propres (410 780 \$ au 28 février 2013 et 581 787 \$ au 31 mai 2012) sont composés du capital social, de la composante capitaux propres de la débenture convertible, des bons de souscription, du surplus d'apport et du déficit. La dette à long terme est inexistante au 28 février 2013 et totalise 1 329 028 \$ au 31 mai 2012. La baisse du capital de 171 007 \$ au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2013 est expliquée par le déficit diminué du coût des options d'achats d'actions octroyées.

20. PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants, pour la période de neuf mois close le 28 février 2013 totalise 361 538 \$ (438 462 \$ pour la période de neuf mois close le 29 février 2012). De plus, le 20 juillet 2012, 1 250 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représente un coût de rémunération à base d'actions de 35 000 \$ (33 465 \$ pour la période de neuf mois close le 29 février 2012).

b) Opérations entre sociétés liées

Aucune opération entre sociétés liées n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2013. Au cours de la période de neuf mois close le 29 février 2012, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 64 890 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur. Les créateurs incluaient la somme de 7 210 \$ pour la période de neuf mois close le 29 février 2012.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour la période de neuf mois close le 29 février 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.